

Mocamana lance une pétition pour sauver la forêt sèche du fort Téréka

NOUVELLE.

L'association Mocamana demande, dans un courrier aux institutions, leur mobilisation afin de trouver une solution durable de gestion de Téréka, qui est menacé.

Lancée il y a six jours, la pétition de Mocamana pour sauver la forêt sèche de fort Téréka a déjà obtenu plus de 800 signatures. Preuve que ce site, symbolique de la ville, ne laisse pas les Nouméens insensibles. L'association, qui s'en occupe depuis douze ans, - le gouvernement lui a attribué des parcelles en 2008 -, est à bout de souffle. Elle dénonce la multiplication des dégradations sur le site, liées notamment aux espèces exotiques envahissantes et aux habitats précaires qui ne sont pas sans conséquences sur le milieu naturel, décharges sauvages, feux, et dépôt de véhicules hors d'usage. « On vient de découvrir que des squatteurs se sont installés en plein cœur de la première plantation. On a compté trois cabanes. Plusieurs arbres ont été coupés », témoigne Christine Pöllabauer, directrice de Mocamana.

UN ESPACE UNIQUE À L'ABANDON

Or, cet espace de forêt sèche, qui s'étend sur une centaine d'hectares, abrite cent espèces autochtones endémiques, dont une dizaine en voie d'extinction. Des pertes ont déjà été déplorées. « Le seul pied d'*Albizia guillauminii*, arbre endémique protégé en voie d'extinction a été brûlé et abattu en 2015, indique Christine



Depuis 2008, date à laquelle Mocamana a entamé la valorisation de fort Téréka, environ 15 000 arbres ont été plantés, des espèces envahissantes couvrant une surface de cinq hectares ont été éradiquées et sept tonnes de déchets enlevées.

Pöllabauer. Il en reste un à la pointe Ma'a. Plusieurs autres espèces sont menacées, on laisse une forêt extraordinaire à l'abandon. » Il ne subsiste par exemple qu'un unique pied d'*Eugenia noumeensis*. Sans compter les atouts du lieu, souligne la directrice de l'association. « C'est un patrimoine historique avec les canons, mais aussi un site incomparable de biodiversité, et un lieu de pratique sportive, avec des sentiers et des voies d'escalade. » Aujourd'hui, l'association attend un geste fort des institutions. « On a besoin qu'elles reconnaissent son importance et son utilité, c'est le plus grand poumon

vert de Nouméa devant le Ouen Toro, plus petit, qui bénéficie, lui, d'un statut protégé. »

CLASSER COMME AIRE PROTÉGÉE

Outre la pétition, Mocamana a envoyé un courrier au président du gouvernement ainsi qu'à la province Sud, à la mairie, et au Sénat coutumier. Elle demande aux institutions de collaborer et de se réunir afin de définir un questionnaire. « On souhaite être reçu par le gouvernement pour essayer de trouver une solution durable de protection du site. » Classer Téréka comme aire protégée, lutter contre

l'impact grandissant des espèces envahissantes, arrêter les coupes sauvages et la croissance des squats, conserver, réhabiliter et restaurer la forêt sèche sont les points défendus par l'association. Christine Pöllabauer insiste. « On est en train de perdre la course, on lance un dernier SOS pour sauver Téréka. On espère atteindre 2 000 signatures pour qu'ils soient obligés de traiter le sujet. »

A.-C. P.

Savoir +

La pétition est en ligne sur le site Internet www.change.org.

Réactions

Philippe Jusiak, secrétaire général adjoint à la mairie
« On peut accompagner »

On finance des associations comme Mocamana afin de soutenir l'effort de replantation. On a déjà alerté les partenaires sur l'importance de maîtriser les squats, mais nous ne sommes pas propriétaires du foncier. Une réflexion avait été menée en 2015, les partenaires s'étaient retrouvés autour de la table, mais elle n'avait pas abouti. Il faudrait mettre en place une sorte de comité de copilotage d'aménagement de Nouvelle. Nous, on n'a pas de levier, on peut simplement accompagner s'il y a une volonté, on ne peut pas faire sans les propriétaires.

Philippe Blaise, premier vice-président de la province Sud
« Reprendre la gestion du site »

Fort Téréka est un site à protéger et à préserver, et la province Sud est prête à discuter avec le gouvernement afin qu'elle puisse, par exemple, récupérer cette parcelle et en reprendre la gestion. Si le site peut devenir une aire protégée, j'y suis favorable. On a noué des partenariats avec les associations Caledoclean, SOS Mangroves, Mocamana et WWF, et nous travaillons à l'établissement d'une feuille de route provinciale pour recenser les projets et les besoins en financement. On réfléchit aussi à mettre des moyens à disposition afin de permettre la réalisation de projets comme des pépinières associatives.